

« Cachez cet ouvrier que je ne saurais voir », nous dit leur démocratie

Premiers signataires : Salah Amokrane (coordinateur de l'association Tactikollectif), Ludivine Bantigny (historienne), Emmanuel Barot (philosophe), Olivier Besancenot (ex porte-parole du NPA), Patrick Chamoiseau (romancier), Nicolas Del Caño (ex candidat aux présidentielles pour le FIT, Argentine), Christine Delphy (sociologue, militante féministe), Annie Ernaux (écrivaine), Eric Fassin (sociologue), Jacques Gaillot (évêque), Stathis Kouvelakis (philosophe), Alain Krivine (ancien député européen, NPA), Olivier Long (plasticien), Mickael Löwy (directeur de recherche émérite, CNRS), Gérard Mordillat (écrivain et réalisateur), Xavier Mathieu (acteur, ex porte-parole des Conti), Noël Mamère (député), Daniel Mermet (journaliste et écrivain), Aline Pailler (journaliste), Armelle Perthus (porte-parole du NPA), Michel Piccoli (comédien), Christine Poupin (porte-parole du NPA), François Ruffin (rédacteur en chef du journal Fakir), Omar Slaouti (membre du collectif vérité et justice pour Ali Ziri), Guillaume Vadot (enseignant et militant contre les violences policières), Audrey Vernon (comédienne).

La campagne électorale bat son plein et nous apporte chaque jour son lot d'écœurements : surenchère identitaire, programmes réactionnaires porteurs de régressions et de violence sociales, projets d'austérité toujours plus écrasante et de précarité généralisée. Quelques mois après la puissante mobilisation contre la loi « travail », la plupart des candidats rivalisent pour aller encore plus loin dans les attaques contre les salariés. On ne s'étonnera pas que, dans le cadre de ce système, les deux candidatures anticapitalistes qui le combattent soient systématiquement ignorées et réduites au silence, en particulier dans les médias : celles de Philippe Poutou pour le NPA et de Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière.

Philippe Poutou se présente à ces élections pour défendre une position anticapitaliste, pour en finir avec le chômage, les bas salaires, le racisme, le sexisme et toutes les oppressions. De tous les candidats, il est le seul ouvrier à se présenter. Il travaille à l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux. Depuis bientôt dix ans, la direction de la multinationale menace fréquemment de fermer le site et de mettre le millier de familles qui en dépendent à la rue, comme cela s'est passé ailleurs, pour les Goodyear Amiens, les PSA Aulnay, ceux et celles de Florange et des centaines d'autres entreprises, malgré les promesses du candidat Hollande. Les ouvriers ont été attaqués et condamnés, pour avoir tenté de sauver leur peau et être sortis de l'invisibilité, en envahissant le salon de l'automobile à Paris. Mais sous la pression de luttes où Philippe a joué, comme syndicaliste, une part active, le patron a dû s'engager à maintenir site et emplois.

Nous sommes habitués à ce que la « démocratie » actuelle nous tienne un langage de Tartuffe, quand les richesses sont toujours plus concentrées, quand neuf millions de personnes vivent sous le seul de pauvreté, quand la liberté s'arrête aux portes du lieu de travail et que l'état d'urgence permanent cible et entend écraser toute contestation. Mais au fur et à mesure qu'il pourrit, ce système caricature ses propres traits. Pour 2017, les règles pour se présenter aux présidentielles, déjà injustes, ont évolué. Le mécanisme des 500 signatures s'est durci, avec la publication au journal officiel de la position prise par chaque élu, mesure qui accroît la pression sur les maires. Autre nouveauté, c'est aux élus signataires d'envoyer eux-mêmes leur formulaire au Conseil constitutionnel, quinze jours avant l'élection, augmentant la probabilité de pertes (déjà auparavant, un tiers des promesses ne se concrétisait pas). Toutes ces évolutions travaillent dans le même sens : celui de verrouiller au profit des grands partis traditionnels l'élection à venir. Sans parler du temps d'antenne distribué selon « l'importance des candidatures », attribuant à Philippe Poutou des créneaux à 2h du matin...

Voilà plus de trois mois que celles et ceux qui soutiennent sa candidature sillonnent les routes du pays à la recherche des signatures. Mais au rythme où vont les choses, avec moins de 200 parrainages récoltés, la candidature anticapitaliste de Philippe Poutou sera retoquée par un système politique déliquescant mais toujours fort pour contrer toute opposition. L'entre-soi sera conservé.

Les signataires de cet appel divergent quant à leur choix dans cette élection, mais pas sur leur attachement à la pluralité démocratique et à la possibilité pour un simple salarié d'y participer, et pas seulement comme électeur convoqué à échéances fixes pour éliminer les candidats qui le rebutent le plus. C'est pourquoi nous en appelons aux maires et à la presse pour que cesse cette ségrégation. Dans le cadre de règles imposées par les lois actuelles, donner sa signature ou accorder un temps de parole ne représente pas un soutien mais participe du débat démocratique élémentaire et nécessaire.

Pour proposer son parrainage d'élus : <https://poutou2017.org/parrainage>